



Melun, le 29 juin 2023

Madame l'Inspectrice d'Académie,

Comme vous le savez, le nombre de postes de psychologues EN vacants sur notre département ne fait qu'augmenter depuis ces dernières années. Des postes sont encore vacants cette année, et cela aura des répercussions importantes sur la situation des élèves les plus fragiles, qui ne peuvent plus bénéficier de l'aide du RASED souvent inexistantes ou incomplètes.

Face à cette situation, le recours au redéploiement souvent imposé par les inspecteurs et inspectrices de circonscription n'est plus acceptable pour nos collègues qui ne peuvent doubler leur champ d'intervention sans nuire à la qualité de leur travail et à leur santé. Ils doivent alors renoncer à certaines de leurs missions comme l'accompagnement des familles, des équipes ou à la prévention, sans compter la charge de travail et le sentiment de travail mal fait ou empêché que cela peut impliquer.

C'est pourquoi nous donnons comme consigne syndicale à nos collègues psychologues de l'Éducation nationale de refuser d'intervenir sur les situations des secteurs vacants, et de rester sur leurs écoles afin d'exercer leurs missions de psychologues dans toutes leurs dimensions.

Il est indispensable pour la survie de la psychologie à l'école qu'il n'y ait plus de vacances de postes. De véritables campagnes de recrutement doivent être mises en place grâce à une commission bienveillante ainsi qu'un accompagnement de la prise de poste. Les inspecteurs de circonscription pourraient être sollicités afin de garantir un maximum de psychologues contractuels recrutés. Il serait également indispensable de veiller à ce qu'ils puissent obtenir un contrat de travail et une rémunération dès le mois de septembre.

Nos collègues ne peuvent plus pallier seuls le manque de postes, et nous ne pouvons ignorer les lourdes conséquences du manque de personnels RASED psychologues, maîtres et maîtresses à dominante pédagogique et relationnelle sur la réussite et le bien être de nos élèves et de nos équipes éducatives.

Veillez croire, Madame l'Inspectrice d'Académie, en notre attachement au Service public d'Éducation nationale et aux droits de ses personnels.

Clotilde Gauthier, Véronique Osika et Thierry Grignon
pour la FSU-SNUipp 77